

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/9649
13 février 1970
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 13 FEVRIER 1970, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA SYRIE AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous informer qu'à la 1529ème séance du Conseil de sécurité consacrée à la "Situation en Namibie", j'ai fait une déclaration où j'exposais point par point les liens organiques existant dans les domaines militaire, financier, commercial et autres entre les Gouvernements sud-africain et israélien, avec documents et preuves à l'appui. Le représentant d'Israël s'est efforcé, dans sa lettre du 2 février 1970 (S/9633), de dénigrer ma déclaration.

Relevons, avant d'aborder le fond de la question, que le représentant d'Israël a consacré trois lettres en moins d'une semaine (S/9633 et S/9634 du 2 février) et (A/7948, S/9642 du 9 février) à attaquer la présence de la Syrie parmi les membres du Conseil de sécurité. On voit bien, à ce débordement de correspondance, chez qui notre présence au Conseil suscite une obsession morbide. Mais lorsqu'il s'abaisse jusqu'à parler de "ce qu'il y a de burlesque à voir la Syrie siéger au Conseil de sécurité", ce n'est pas seulement la Syrie qu'il insulte, mais également les 101 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ont élu la Syrie. Pour mettre les choses au point, il convient également de rappeler que cette campagne contre notre candidature remonte à la déclaration que le Ministre des affaires étrangères d'Israël a faite à l'Assemblée générale le 19 septembre 1969 (A/PV.1757). En outre, la plupart des représentants d'Israël ont, lors de la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, lancé, sous une forme ou sous une autre, des attaques tout aussi haineuses. De toutes façons, je ne prétends pas rivaliser d'arrogance avec le représentant d'Israël ni lui faire l'honneur d'une réponse sur cette question. Qu'il me suffise de mentionner que sa véhémence campagne de diffamation, appuyée par certains moyens d'information importants des Etats-Unis, a complètement échoué. C'est ce qui explique sans doute l'obsession morbide du représentant d'Israël.

Dans sa lettre, M. Tekoah a nié qu'Israël ait reçu des chars lourds de l'Afrique du Sud et lui fournisse des avions militaires. L'objet de la présente lettre n'est pas de réfuter les diatribes du représentant d'Israël mais de réitérer les faits dans leur vérité. M. Tekoah s'est bien gardé de rappeler dans quel contexte j'avais soulevé la question de Namibie. Je répète :

"Lorsqu'il cherche à résoudre les problèmes épineux et, partant, lorsqu'il cherche à établir la paix dans le monde entier, le Conseil de sécurité a besoin de percevoir la totalité des facteurs du problème. Nous discutons actuellement du problème de la Namibie et de l'entêtement du régime raciste de l'Afrique du Sud."

Il est significatif que M. Tekoah ait cherché à tirer parti de la citation de la Jewish Telegraphic Agency à propos de l'achat de chars à l'Afrique du Sud par Israël, en passant sous silence tous les autres faits que j'avais exposés dans mon intervention. Ce que M. Tekoah a omis de dire c'est que la même Jewish Telegraphic Agency avait publié dans son bulletin quotidien de nouvelles du 21 janvier 1970 l'information suivante :

"AUCUN COMMENTAIRE QUANT A L'ACCUSATION SELON LAQUELLE ISRAEL RECEVRAIT DES ARMES DE L'AFRIQUE DU SUD

Le Ministre des affaires étrangères d'Israël se refuse à tout commentaire aujourd'hui au sujet d'un article paru dans le quotidien officiel soviétique Izvestia, selon lequel l'Afrique du Sud serait sur le point d'envoyer des armes à Israël. Selon cette allégation, qui a été publiée dans le numéro du dimanche, le Gouvernement sud-africain envisagerait d'exporter à destination d'Israël des chars géants de 65 tonnes."

Quand M. Tekoah vient maintenant soutenir que ces allégations sont totalement fausses et ont déjà fait l'objet d'un démenti officiel en Israël, ses dires sont tout aussi sujets à caution que son refus de reconnaître que des milliers d'Arabes languissent dans les geôles israéliennes. En l'absence de preuves tangibles, quiconque lit dans le bulletin du 21 janvier de la Jewish Telegraphic Agency que l'accusation en question n'a été suivie d'aucun commentaire ne peut que conclure à la véracité de cette information non démentie.

C'est donc un devoir que de placer toute la question dans son vrai contexte mondial. C'est compte tenu du paragraphe 12 du dispositif de la résolution 2506 B (XXIV) de l'Assemblée générale, sur la "Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain", compte tenu du paragraphe 10 du dispositif de la résolution 2547 B (XXIV) de l'Assemblée générale sur les "mesures visant à combattre avec efficacité la discrimination raciale et la politique d'apartheid et de ségrégation en Afrique australe", dans lequel l'Assemblée

"Invite tous les gouvernements qui entretiennent encore des relations diplomatiques, commerciales, militaires, culturelles et autres avec le Gouvernement raciste sud-africain et avec le régime illégal de la minorité raciste de Rhodésie du Sud à rompre immédiatement ces relations, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité",

et compte tenu des dispositions du paragraphe 3 du dispositif de la résolution 2517 (XXIV) de l'Assemblée générale sur la question de Namibie, par laquelle l'Assemblée

"Condamne le Gouvernement sud-africain pour son refus persistant de retirer son administration du territoire et pour sa politique et ses actes qui visent à détruire l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie, contrevenant ainsi avec persistance aux principes de la Charte des Nations Unies et aux obligations qu'elle impose",

- c'est compte tenu de tous ces facteurs que la présente lettre vous est adressée, Monsieur le Secrétaire général, et est adressée également au Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi qu'au Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

Ceux qui voudraient mettre à l'épreuve la véracité du représentant d'Israël en ce qui concerne le problème de la coopération avec le régime criminel et raciste d'Afrique du Sud, sont invités à se référer aux annexes à la présente lettre. On sait que les porte-parole israéliens du sionisme se sont posés en champions de la libération du peuple torturé d'Afrique du Sud et du peuple namibien soumis

au régime de l'apartheid; c'est ainsi que dans la déclaration que le Ministre des affaires étrangères d'Israël, M. Eban, a prononcée le 4 octobre 1966 devant l'Assemblée générale, il disait :

"Si l'on veut que l'Afrique poursuive pacifiquement sa destinée, on doit lui épargner les tourments dus à certaines persistances du colonialisme... Les Nations Unies doivent poursuivre l'oeuvre qu'elles mènent depuis plus de dix ans en faveur de la libération nationale... Dans le cas du Sud-Ouest africain, l'Assemblée générale devrait considérer qu'une puissance mandataire est déchue de son mandat dès lors qu'elle contrevient constamment et ouvertement aux principes fondamentaux en raison desquels le mandat lui avait été confié."

Or les annexes à la présente lettre, dont huit proviennent de sources israéliennes sionistes, ou israélo-sionistes, prouvent sans l'ombre d'un doute que des relations militaires, commerciales, culturelles et financières existent à l'heure actuelle au mépris total de toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et des paragraphes pertinents de leurs dispositifs. Elles prouvent également que ces relations existaient dès avant 1947, au plus fort des violences du terrorisme sioniste juif. Les membres de l'Organisation ne manqueront pas de tirer les conclusions qui s'imposent de cette démonstration de l'hypocrisie des porte-parole israéliens quand ils professent leur prétendu dévouement à la cause de la liberté des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie. Voici l'occasion ou jamais de confronter les paroles et les actes.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et ses annexes comme documents officiels du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la Syrie,
(Signé) George J. TOMEH

ANNEXES

I

Jewish Telegraphic Agency, Daily News Bulletin, 6 mai 1969

UN QUOTIDIEN AFRIKAANS PROGOUVERNEMENTAL RECOMMANDE DE RESSERRER LES LIENS
ENTRE L'AFRIQUE DU SUD ET ISRAËL

Johannesburg, le 5 mai (JTA) - Un des principaux quotidiens afrikaans progouvernemental a recommandé de resserrer les liens entre l'Afrique du Sud et Israël et a déclaré que "la survie d'Israël au Proche-Orient est essentielle à notre propre sécurité". Dans son éditorial, Die Vaderland a salué la visite de l'ancien Premier Ministre d'Israël, David Ben-Gurion, qui ouvrira la campagne de secours d'urgence et de solidarité pour l'année 1969 que l'Israel United Appeal organise en mai en Afrique du Sud. "Si nos compatriotes juifs répondent à l'appel que notre éminent visiteur est venu leur lancer - à savoir aider à l'édification d'Israël - la contribution qu'ils apporteront sera une contribution à la sécurité de l'Afrique du sud", écrit ce quotidien.

Die Vaderland fait observer que "si petit soit-il, Israël fait échec dans une large mesure à l'infiltration du communisme soviétique dans l'est de notre continent africain et dans nos océans stratégiques". L'éditorial poursuit en disant que depuis qu'Israël exerce son contrôle sur le canal de Suez, l'Afrique du Sud en a retiré "de vastes avantages matériels ainsi que stratégiques". Il fait ainsi allusion au grand nombre de navires qui, détournés du canal de Suez, toujours fermé, relâchent dans les ports d'Afrique du Sud lorsqu'ils se rendent dans l'océan Indien où qu'ils en reviennent. Die Vaderland a évoqué les "divergences passées", entre l'Afrique du Sud et Israël qui résultaient essentiellement de l'opposition que manifestait Israël à l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la politique d'apartheid. Toutefois, poursuivait l'éditorial l'Afrique du Sud comprenait la situation et établissait un parallèle entre les difficultés que connaissaient les deux Etats sur le plan international.

La communauté juive de Johannesburg prépare un gala pour accueillir M. Ben-Gurion qui sera accompagné du général Chaim Herzog, l'un des principaux porte-parole de l'armée israélienne et ancien chef du service des renseignements.

II

LE SIONISME CONTRE ISRAEL

(Cahiers libres 146 - 147 - 148, François Maspero, Paris 1969), pages 514-515

"Illustrons cette thèse par l'évolution des relations d'Israël avec l'Afrique du Sud. On sait que Pretoria est un des principaux partenaires commerciaux de Tel-Aviv. Mais les relations ne s'arrêtent pas là. Nous avons vu que les projets nucléaires franco-israéliens supposaient la collaboration de l'Afrique du Sud. Or, les deux pays ont un évident intérêt commun sur le continent africain - barrer la voie à la révolution coloniale - de même que dans leurs rapports avec l'Occident : Pretoria et Jérusalem craignent pareillement de perdre l'appui des puissances impérialistes. D'où précisément la volonté de se constituer un bouclier atomique autonome. Cette identité de vues qui se fonde sur la similitude de leur structure coloniale avait déjà été reconnue durant les premières années de l'Etat hébreu. Il y a plus. La prospère communauté juive de l'Afrique du Sud qui sympathise avec les formes fascinantes du sionisme - ce qui s'explique par le contexte politique - est un des principaux bailleurs de fonds du mouvement sioniste. Il s'ensuit qu'Israël, désireux de disposer de ces apports de capitaux, doit se concilier les bonnes grâces des autorités de Pretoria, de crainte qu'elles ne fassent obstacle au transfert des collectes sionistes. Ainsi, en juin 1967, l'Afrique du Sud a autorisé la sortie du produit des quêtes en faveur d'Israël : 18 000 000 de Rands. Tel-Aviv a consenti en échange d'investir partiellement cette somme en fonds publics sud-africains. Il n'est que naturel que ce rapprochement se concrétise au mois de janvier 1968 par la constitution des Amitiés israélo-sud-africaines que dirige le ministre d'extrême-droite Begin, qui en d'autres temps présidait une organisation du même genre en France dont le promoteur était Soustelle. Est-ce un hasard? Une dizaine de jours après le début des hostilités on apprenait qu'un appareil israélien avait pu écourter de douze heures le vol Tel-Aviv-Johannesburg en survolant le Sinaï au lieu de transiter par Téhéran. Or, Moshe Dayan signale au nombre des facteurs précipitants de la campagne du Sinaï le renforcement du blocus égyptien de la mer Rouge en 1955 qui avait entraîné la suspension des liaisons aériennes avec l'Afrique du Sud."

/...

III

Dr Richard Stevens, "Zionism, South Africa and Apartheid : the paradoxical triangle", dans The Arab World, Février 1970.

En dépit de l'offensive diplomatique qu'Israël avait lancée vers les pays de l'Afrique noire après 1961, certains chiffres montrent que dans le domaine économique les relations entre Israël et l'Afrique du Sud n'étaient pas aussi mauvaises que les représentations diplomatiques voulaient bien le faire croire. Entre 1961 et 1967, les exportations israéliennes à destination de l'Afrique du Sud ont passé de 1,4 million à 4 millions de dollars tandis que les importations en 1967 atteignaient 3,3 millions de dollars^{1/}. Si le commerce d'Israël avec l'Afrique du Sud ne représentait qu'une fraction de son commerce total, dès 1967, l'Afrique du Sud était devenue le principal partenaire commercial d'Israël en Afrique.

D'autres efforts, semble-t-il, ont été déployés pour se concilier les bonnes grâces sud-africaines. C'est ainsi qu'un éminent écrivain sioniste français, Paul Giniewski, a publié en 1965 The Two Faces of Apartheid, ouvrage dans lequel il avance une nouvelle théorie à l'appui de l'apartheid. Giniewski soutient que l'apartheid, avec son idée des Bantoustans, n'est rien d'autre qu'un "sionisme bantou" qui seul, peut préserver les intérêts africains. Etablissant de nombreux parallèles avec les efforts sionistes en Palestine, Giniewski prétend que "ce sont des populations bantoues elles-mêmes que doivent venir les visionnaires qui concevront les Bantoustans de demain, qui mèneront leur peuple vers le pays ressuscité, tout comme Herzl avait rêvé et réalisé l'Etat juif"^{2/}.

Dans la préface du livre, Clarence Randall, président de l'United States Inland Steel et ardent défenseur de l'Afrique du Sud aux Etats-Unis, a fait sien le conseil que donne Giniewski à la majorité de la population de l'Afrique du Sud de se résigner à accepter environ 16 p. 100 des terres les plus stériles du pays et à vivre dans un état de subordination politique.

1/ Israël, Bureau central de statistiques, Statistical Abstract of Israel, 1968, No 19, p. 212.

2/ Paul Giniewski, The Two Faces of Apartheid (Chicago : Henry Regnery Co., 1965), p. 349.

Les griefs que l'Afrique du Sud pouvait encore officiellement nourrir contre Israël en 1967 se sont dissipés au moment de la guerre des six jours. Dans un débordement de sentiments pro-israéliens, le Gouvernement du Dr Voster a autorisé non seulement des volontaires sud-africains à servir à titre civil ou paramilitaire en Israël, mais a autorisé des groupes sionistes à remettre à Israël une somme de plus de 28 millions de dollars qu'ils avaient collectés^{3/}. Peu après, le nouveau Commissaire au commerce d'Israël en Afrique du Sud a annoncé l'élargissement des programmes existants et la Fondation sud-africaine, l'organe de propagande le plus puissant du pays, a entrepris de subventionner la création d'un comité Israël-Afrique du Sud, ce qui a valu la visite en Afrique du Sud du rédacteur en chef d'un quotidien influent israélien^{4/}. On a recommandé que des liens économiques et politiques plus étroits soient établis entre Israël et l'Afrique du Sud^{5/}. En outre, Israël a renforcé ses programmes de développement au Lesotho, au Botswana, au Souaziland et au Malawi, Etats dans lesquels l'influence de l'Afrique du Sud est prédominante. On espérait qu'outre l'appui qu'ils apporteraient à la politique israélienne dans les débats des Nations Unies, ces Etats joueraient un rôle "modérateur" entre l'Afrique du Sud et ses voisins noirs du nord. En bref, l'Afrique du Sud avait de bonnes raisons de feindre d'ignorer une certaine politique israélienne tandis qu'Israël avait de bonnes raisons de cultiver l'amitié de l'Afrique du Sud d'une manière discrète mais peu payante.

3/ AMAX, Summary of Press Coverage, South Africa, 15 août 1968, p. 3.

4/ Newscheck, 22 mars 1968.

5/ Ibid.

IV

Tricontinental Bulletin La Havane, Cuba, juin 1968

INTERVENTION ISRAËLIENNE

Les rumeurs selon lesquelles on envisageait des mesures qui devaient permettre à Israël d'intervenir en Afrique du Sud contre la population africaine opprimée et exploitée sont aujourd'hui confirmées. Nous avons cité, à plusieurs reprises, des exemples précis de l'attitude agressive et impérialiste d'Israël. Et maintenant, bien que l'Afrique du Sud produise déjà des chasseurs bombardiers à réaction dans l'usine Atlas Aircraft Corporation près de Johannesburg, Israël est entré en lice comme fournisseur éventuel d'appareils destinés à être utilisés contre nos militants.

La presse sud-africaine signale que le directeur général adjoint et l'ingénieur en chef des industries aéronautiques israéliennes, les plus gros producteurs d'avions du Proche-Orient, faisaient partie d'un groupe de personnalités israéliennes qui se sont récemment rendues en Afrique du Sud, invitées par la compagnie d'aviation israélienne, El Al.

Ce groupe de soixante personnes comprenait, paraît-il, d'importantes personnalités gouvernementales, des membres de El Al, et d'éminents hommes d'affaires israéliens.

Les experts aéronautiques israéliens ont visité Atlas Aircraft Corporation; après la visite, les premiers contacts ont été pris pour qu'un appareil Arava à décollage et à atterrissage courts, fabriqué en Israël vienne faire une série de vols de démonstration en Afrique du Sud.

The Jewish Chronicle, 31 mai 1968, p. 11

Johannesburg. Les Juifs d'Afrique du Sud doivent ouvrir une souscription pour rebâtir la porte de Jaffa, à Jérusalem, et le Gouvernement sud-africain a donné l'autorisation de transférer 25 000 livres en Israël.

VI

Jewish Chronicle, Londres, le 31 mai 1968

DES VISITEURS GENANTS EN AFRIQUE DU SUD
(De notre correspondant à Johannesburg)

Deux membres de la Knesset, M. S. Tamir et M. E. Shostak, actuellement en séjour en Afrique du Sud, mettent la Fédération sioniste sud-africaine dans l'embarras.

C'est ce qui ressort d'une interview donnée à la presse la semaine dernière par le juge I. A. Maisels, président de la Fédération.

M. Maisels, qui a pris la parole avant l'arrivée de M. Tamir et de M. Shostak, a fait état d'une nouvelle parue dans un journal du dimanche, selon laquelle les deux hommes devaient se rendre prochainement en Afrique du Sud dans le cadre des efforts déployés par un groupe politique israélien, le "Free Centre", pour établir une "Israel-South Africa League".

M. Maisels a déclaré à ce sujet que la Fédération sioniste était, bien entendu, extrêmement désireuse d'améliorer les relations entre Israël et l'Afrique du Sud et que ses dirigeants n'étaient pas restés inactifs.

Toutefois, M. Maisels avait de sérieuses réserves à formuler sur le projet en question.

Le Free Centre se compose de trois membres de la Knesset, qui ont quitté le parti Herut.

M. Maisels avait appris qu'on réunissait des fonds en Afrique du Sud pour créer une "Israel-South Africa League", évidemment sous les auspices de cet organisme.

M. Maisels ne savait pas si la nouvelle était vraie, mais cette collecte de fonds, a-t-il dit, n'avait pas été autorisée par la Fédération sioniste. Il ne pensait pas que l'argent versé à l'organisme en question pourrait avoir une influence quelconque sur les relations entre l'Afrique du Sud et Israël.

Un peu plus tôt au cours de son interview, M. Maisels a dit que les hommes d'affaires sud-africains qui avaient participé à la Conférence économique qui s'était tenue à Jérusalem en avril avaient réagi rapidement et pris une initiative

constructive. Ils avaient décidé de créer une organisation commerciale chargée de favoriser les échanges entre Israël et l'Afrique du Sud.

M. Maisels a dit que la participation à la Conférence économique d'une délégation sud-africaine extrêmement influente et sa ferme volonté d'établir des liens économiques concrets entre Israël et l'Afrique du Sud allait contribuer grandement à resserrer l'entente entre les peuples des deux pays.

A cet égard, il accueillait avec satisfaction la nomination par Israël en Afrique du Sud d'un consul spécial chargé des relations commerciales, M. Amitai Ben Yosef.

VII

The Israel Digest, New York, le 18 avril 1968

LA CONFERENCE ECONOMIQUE DE JERUSALEM

.....

M. David Sussman (Afrique du Sud), le plus jeune des orateurs, a déclaré :
"Nous espérons investir librement dans cette terre promise - ou plutôt dans cette
terre de promesses".

VIII

Jewish Chronicle, Londres, le 12 avril 1968

Le Pr Yigal Yadin, bien connu pour ses fouilles à Massada, vient d'achever tout à la fois un voyage d'agrément et une tournée de conférences de deux semaines en Afrique du Sud, au cours desquelles il a été acclamé partout en héros fort populaire.

Il est parti avec l'intention de donner trois conférences sur ses fouilles de Massada et sur les grottes de Bar-Hochba dans les collines de Judée; on a insisté pour qu'il en donne cinq, mais il en a donné sept en tout - trois à Johannesburg, deux à Cape Town, où les billets d'entrée ont été vendus au marché noir, une à Durban et une à Port Elizabeth.

Le Pr Yadin, qui était accompagné de sa femme ... a été nommé docteur ès-sciences honoris causa de l'Université du Witwatersrand. Le diplôme qui lui a été décerné fait état de l'estime que cette université nourrit "pour l'Université hébraïque, pour la terre de la Bible et pour le peuple qui y vit".

IX

New York Post, 4 novembre 1968

UN RABBIN CRITIQUE LES JUIFS AU SUJET DE L'APARTHEID

MIAMI (AP) - Un rabbin du New Jersey, qui a été expulsé d'Afrique du Sud en raison de ses opinions sur l'apartheid, a critiqué les Juifs "qui tirent avantage de l'enfer racial qui existe en Afrique du Sud".

Le rabbin André Ungar, prenant la parole dans une synagogue locale, a déclaré que la situation raciale en Afrique du Sud "fait paraître la situation au Mississippi bien anodine".

M. Ungar était avant 1960 rabbin du Temple Israel à Port Elizabeth qu'il a qualifié "d'ilôt de félicité qui, l'ai-je appris bien vite, flotte sur une mer d'infortune".

"Les Juifs sud-africains sont au supplice ... et sont embarrassés par les quelques étudiants qui parlent d'égalité raciale", a déclaré M. Ungar. "Mais la vaste majorité des Juifs tirent avantage de l'enfer racial qui existe en Afrique du Sud. La majorité se complait à ce qui se passe ... ils aiment le régime et en profitent."

X

Colonel Benjamin Kagan, The Secret Battle for Israel
(World Publishing Co., New York, 1966)

L'auteur, qui était colonel de l'armée de l'air israélienne, est présenté ainsi :

"Dans ce récit, l'auteur donne son point de vue personnel sur la phase décisive de la lutte qui a mené à la création de l'Etat d'Israël. Il décrit, notamment, le développement de l'armée de l'air israélienne. Le colonel Benjamin Kagan, qui a joué un rôle important en parcourant le monde entier pour réunir les appareils qui ont constitué la première armée de l'air israélienne et les pièces dont elle avait besoin, est mieux qualifié que quiconque pour raconter cette histoire. A la fin de la deuxième guerre mondiale, il est retourné en Palestine, dans les rangs de la Haganah. Il vit aujourd'hui en Israël, où il occupe les fonctions de vice-président international des Rusco Industries, Inc. of Ohio."

Ce livre montre bien que les relations des sionistes avec l'Afrique du Sud ont toujours été cordiales et amicales. Les représentants de la Haganah en Afrique du Sud y ont recruté des "volontaires" en toute liberté et sans rencontrer aucun obstacle de la part du gouvernement. "En 1947-1948, la Haganah n'avait qu'une poignée de pilotes dans ses propres forces, et les pilotes sud-africains constituaient le groupe le plus important après les Américains (p. 39).

A la fin de 1947, Boris Senior, fils d'une riche famille et ex-lieutenant de l'armée sud-africaine, a tenté sans succès, avec Cyril Katz, d'expédier 20 chasseurs par mer. Plus tard, ils pilotèrent deux avions commerciaux Bonanza. Après quelques vicissitudes, Senior a gagné une base juive dans le Néguev. Un pilote sud-africain a été abattu par l'artillerie égyptienne en juin 1948; un autre a été perdu le mois suivant avec son appareil (p. 40).

Des armes, ainsi que des volontaires, sont arrivés d'Afrique du Sud avec l'autorisation et la bénédiction des dirigeants de ce pays. Pendant la guerre de 1948, les Israéliens ont acheté des avions à l'Afrique du Sud (p. 116).

XI

Uri Avnery, Israel Without Zionists
(The Macmillan Company, New York, 1968)

L'auteur est membre de la Knesset israélienne. L'ouvrage le présente ainsi :

"Il a fait partie, quand il n'avait pas encore 20 ans, du groupe terroriste Irgun, puis il a combattu dans la guerre de libération de 1948."

Au chapitre 8, intitulé "Moshe Dayan : le loup solitaire" (p. 123 à 149), il écrit :

"Ainsi, au commencement de la guerre, il n'a reçu aucun commandement important. Le haut commandement a fini par lui confier une mission assez mal définie sur le front septentrional. Là, comme d'habitude, il n'a pas obéi aux ordres et n'en a fait qu'à sa tête. Une fois, il a outragé si gravement un commandant local - un des rares officiers juifs étrangers qui s'étaient engagés volontaires et qui occupaient des postes de commandement dans la nouvelle armée - qu'il a été condamné à être fusillé pour insubordination. On a eu beaucoup de peine à convaincre cet officier, un Sud-Africain, que ce n'était pas tout à fait ainsi que les choses se passaient dans l'armée de la Haganah" (p. 138).